

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 73 | 8-14 novembre 2021

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 162 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

9 novembre : Le député Ömer Faruk Gergerlioğlu a [signalé](#) que Dudu Arduç, une femme enceinte de quatre mois, était maintenue en prison en violation des règlements. La femme de 29 ans est emprisonnée pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. Les lois turques sur l'exécution des peines stipulent que même si une femme enceinte est condamnée, sa peine doit être ajournée.

11 novembre : Les avocats de la politicienne kurde emprisonnée Aysel Tuğluk ont [renouvelé](#) leur appel à sa libération, invoquant la détérioration de son état de santé. Les avocats ont également révélé qu'elle souffrait d'une démence précoce.

12 novembre : La police d'Istanbul a [arrêté](#) un couple de touristes israéliens pour avoir prétendument pris une photo de la maison du président depuis une tour touristique.

12 novembre : Les autorités ont [continué](#) à maintenir en prison Ayşe Özdoğan, gravement malade, malgré un deuxième rapport médical recommandant sa libération.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#), un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

8 novembre : La police d'Istanbul a [arrêté](#) 11 personnes manifestant contre le Conseil de l'enseignement supérieur (YÖK) dans une université.

8 novembre : La police a [arrêté](#) sept dirigeants de syndicats, de chambres de commerce et d'associations pro-kurdes de solidarité avec les proches de prisonniers dans le cadre d'une enquête basée à Diyarbakır.

9 novembre : Le Bureau du gouverneur de Tunceli a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pendant une période de 15 jours.

12 novembre : La police d'Istanbul a brièvement [détenu](#) trois personnes qui protestaient contre le recteur de l'université de Boğaziçi, nommé par le gouvernement.

12 novembre : Les avocats de deux étudiants arrêtés lors des manifestations de l'université de Boğaziçi ont [annoncé](#) que leurs clients étaient placés dans des cellules individuelles dans une prison d'Istanbul.

13 novembre : La police d'Istanbul a [arrêté](#) six personnes qui manifestaient pour protester contre la baisse rapide de la valeur de la monnaie turque.

14 novembre : La police de Van a brièvement [détenu](#) un vendeur qui protestait contre les prix élevés.

14 novembre : La police de Muğla a [arrêté](#) une personne qui protestait contre une centrale à combustible fossile. Le détenu a été libéré le lendemain.

14 novembre : Le bureau du gouverneur de Tunceli a [interdit](#) un événement commémoratif, invoquant la pandémie de Covid-19.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

8 novembre : Les procureurs d'Izmir ont [lancé](#) une enquête sur l'auteur Orhan Pamuk sur des allégations d'avoir insulté le fondateur de la Turquie, Mustafa Kemal Atatürk, et le drapeau turc dans son dernier livre.

10 novembre : Les procureurs de Şanlıurfa ont [lancé](#) une enquête sur Emine Şenyaşar pour avoir prétendument insulté la police. Şenyaşar a organisé une protestation devant un palais de justice pendant des mois pour demander justice pour un membre de la famille qui a été tué par une personne proche du parti au pouvoir.

10 novembre : Hifzullah Kutum, un universitaire détenu et arrêté le 6 novembre pour une publication sur le « Kurdistan » sur les réseaux sociaux, a été [libéré](#) de sa détention provisoire.

10 novembre : Un [rapport](#) trimestriel publié par l'Association des journalistes turcs (TGC) a révélé que 15 journalistes ont été détenus et 48 autres ont subi des agressions physiques au troisième trimestre 2021.

11 novembre : Un tribunal d'Istanbul a [condamné](#) le chanteur kurde Veysi Ermiş à un an et six mois de prison pour terrorisme, pour une chanson contenant le mot « Kurdistan ». Le tribunal a ajourné la peine d'Ermiş.

11 novembre : La police d'Istanbul a [arrêté](#) le musicien kurde Mehmet Ali Basut (alias Brindar Ali) pour diffusion de propagande terroriste et insulte au président. Basut a été arrêté et envoyé en prison après avoir comparu devant un tribunal.

11 novembre : Le bureau du gouverneur de district d'Istanbul a [interdit](#) une pièce de théâtre, invoquant des raisons de sécurité publique.

11 novembre : Les procureurs de Tunceli ont [ordonné](#) le retrait des banderoles préparées par des groupes de gauche à l'occasion de l'anniversaire d'une rébellion locale.

12 novembre : La Commission d'enquête sur l'état d'urgence, une commission d'appel créée pour examiner les plaintes individuelles émanant de l'état d'urgence de 2016-2018 et considérée comme un recours interne valable par la Cour européenne des droits de l'homme, a [rejeté](#) les appels de 37 autres universitaires qui ont été licenciés de leurs universités pour avoir signé une déclaration de paix sur le conflit dans le sud-est à majorité kurde.

12 novembre : Un tribunal d'Istanbul a [imposé](#) un black-out médiatique sur un fémicide.

13 novembre : La police d'Antalya a brièvement [détenu](#) le cadre local du HDP İsmail İşli pour avoir prétendument diffusé de la propagande terroriste sur les réseaux sociaux.

14 novembre : Le bureau du gouverneur de district d'Istanbul a [interdit](#) un stand-up en kurde sans raison.

14 novembre : La police d'Istanbul a brièvement [détenu](#) un correspondant israélien qui faisait un reportage sur la détention d'un couple de touristes israéliens accusé d'espionnage.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

11 novembre : Le Conseil d'État, la plus haute juridiction administrative, a [décidé](#) de surseoir à l'exécution d'un règlement ordonnant aux policiers d'interdire aux personnes d'enregistrer des vidéos pendant que les forces de l'ordre s'acquittent de leurs fonctions.

12 novembre : Un tribunal d'Ankara a [rejeté](#) l'appel de Zabit Kişi pour une enquête sur ses allégations de torture. Kişi a été enlevé au Kazakhstan par des agents des services de renseignement et remis à la Turquie en septembre 2017. Avant de comparaître officiellement devant un tribunal, il a été détenu de manière officieuse pendant des mois.

12 novembre : La Commission d'enquête sur l'état des mesures d'urgence a [rejeté](#) les appels de 37 autres universitaires qui ont été licenciés de leurs universités

pour avoir signé une déclaration de paix sur le conflit dans le sud-est à majorité kurde.

13 novembre : Un bureau du gouverneur de district de Hatay a [refusé](#) de venir en aide à la famille de Rûveyda Tekgöz, une fille autiste de 16 ans, parce que son père a été licencié de son poste dans la fonction publique par décret-loi.

13 novembre : Une municipalité de Samsun a [refusé](#) d'accorder à un fonctionnaire licencié une réduction d'impôt foncier accessible à tous les citoyens éligibles, citant des instructions du ministère des Finances.

MINORITÉ KURDE

8 novembre : La police de quatre provinces a [arrêté](#) 12 dirigeants de partis politiques pro-kurdes ainsi que sept dirigeants de syndicats pro-kurdes, de chambres de commerce et d'associations de solidarité avec les proches des prisonniers dans le cadre d'une enquête basée à Diyarbakır.

10 novembre : Hifzullah Kutum, un universitaire détenu et arrêté le 6 novembre pour une publication sur le « Kurdistan » sur les réseaux sociaux, a été [libéré](#) de sa détention provisoire.

11 novembre : La police d'Istanbul a [arrêté](#) le musicien kurde Mehmet Ali Basut (alias Brindar Ali) pour diffusion de propagande terroriste et insulte au président. Basut a été arrêté et envoyé en prison après avoir comparu devant un tribunal.

11 novembre : Un tribunal d'Istanbul a [condamné](#) le chanteur kurde Veysi Ermiş à un an et six mois de prison pour terrorisme, pour une chanson contenant le mot « Kurdistan ». Le tribunal a ajourné la peine d'Ermiş.

11 novembre : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) Başak Demirtaş, l'épouse du politicien kurde emprisonné Selahattin Demirtaş, à deux ans et demi de prison pour « obtention d'un rapport de santé contrefactuel ».

12 novembre : Un tribunal d'Adiyaman a [décidé](#) d'arrêter Behçet Yıldırım, un ancien législateur du HDP qui a été arrêté pour terrorisme la semaine dernière.

12 novembre : Un tribunal de Malatya a [condamné](#) trois membres du Congrès de la société démocratique (DTK) à six ans et trois mois de prison pour terrorisme.

13 novembre : La police d'Antalya a brièvement [détenu](#) le cadre local du HDP İsmail İşli pour avoir prétendument diffusé de la propagande terroriste sur les réseaux sociaux.

14 novembre : Le bureau du gouverneur de district d'Istanbul a [interdit](#) un stand-up en kurde sans raison.

AUTRES MINORITÉS

11 novembre : Un tribunal d'Ankara a [condamné](#) le propriétaire d'un restaurant et son employé pour avoir refusé de servir et insulté trois personnes trans.

CONDITIONS DE DÉTENTION

8 novembre : Une administration pénitentiaire d'Adana a [refusé](#) l'hospitalisation des détenus qui refusaient de subir des fouilles buccales et des traitements menottés.

9 novembre : Une administration pénitentiaire de Balıkesir a [interrompu](#) l'appel téléphonique du détenu İlyas Arat avec sa famille parce que « sa main était dans sa poche ».

11 novembre : Des rapports ont révélé qu'une prison de Kayseri avait [refusé](#) des suppléments de vitamine B1 au journaliste Elif Ersoy qui était en grève de la faim depuis plus de deux mois pour mettre fin aux violations des droits derrière les barreaux.

12 novembre : Les avocats de deux étudiants arrêtés lors des manifestations de l'université de Boğaziçi ont [annoncé](#) que leurs clients étaient placés dans des cellules individuelles dans une prison d'Istanbul.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

10 novembre : La Grèce [accuse](#) les garde-côtes turcs d'avoir escorté et tenté de pousser dans les eaux grecques un bateau de migrants qui tentaient d'atteindre illégalement la Grèce.

11 novembre : Tanju Özcan, le maire de Bolu, a [annoncé](#) qu'il proposerait au conseil municipal d'augmenter les frais de mariage à 100 000 TL (8 700 €) pour les étrangers qui souhaitent se marier, dans le cadre de sa politique visant à décourager les migrants de s'installer dans la province.

12 novembre : La Direction générale de la gestion des migrations a [annoncé](#) que 45 Syriens arrêtés après avoir

partagé des vidéos sur les réseaux sociaux pour condamner le racisme et la discrimination seront expulsés.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

8 novembre : Des photos publiées par l'administration d'une prison d'Istanbul ont [révélé](#) que l'éducateur emprisonné Orhan İnandı ne peut toujours pas utiliser son bras droit des mois après les tortures et les traitements inhumains qu'il a subis. İnandı a été rendu à la Turquie depuis le Kirghizistan dans le cadre d'une opération de renseignement plus tôt cette année.

11 novembre : Les gardiens d'une prison de Gümüşhane ont [agressé](#) physiquement deux détenus lors d'une perquisition.

12 novembre : Un tribunal d'Ankara a [rejeté](#) l'appel de Zabit Kişi pour une enquête sur ses allégations de torture. Kişi a été enlevé au Kazakhstan par des agents des services de renseignement et remis à la Turquie en septembre 2017. Avant de comparaître officiellement devant un tribunal, il a été détenu de manière officieuse pendant des mois.

12 novembre : Le président a [introduit](#) des amendements à un règlement de 2020 sur l'exécution des fouilles dans les prisons et les centres de détention, remplaçant les mots « fouille à corps » par « fouille détaillée ». Cette évolution est intervenue après de nombreuses plaintes sur les réseaux sociaux concernant le recours arbitraire et systématique à cette pratique, qui avait été démentie par des responsables gouvernementaux.

14 novembre : Un étudiant universitaire de Van a [annoncé](#) qu'il avait été interrogé officieusement par des personnes se présentant comme des policiers et qu'il avait été contraint de devenir un informateur des autorités.

RÉPRESSION ET VIOLATIONS TRANSNATIONALES

8 novembre : Des photos publiées par l'administration d'une prison d'Istanbul ont [révélé](#) que l'éducateur emprisonné Orhan İnandı ne peut toujours pas utiliser son bras droit des mois après les tortures et les traitements inhumains qu'il a subis. İnandı a été rendu à

la Turquie depuis le Kirghizistan dans le cadre d'une opération de renseignement plus tôt cette année.

10 novembre : L'administration kurde du nord-est de la Syrie a [déclaré](#) qu'une frappe de drones turcs à Qamishli avait tué trois civils.

12 novembre : Un tribunal d'Ankara a [rejeté](#) l'appel de Zabit Kişi pour une enquête sur ses allégations de torture. Kişi a été enlevé au Kazakhstan par des agents des services de renseignement et remis à la Turquie en septembre 2017. Avant de comparaître officiellement devant un tribunal, il a été détenu de manière officieuse pendant des mois.